déposés : Enjoint à tous les Baillys, Sénéchaux & autres Juges du ressort de la Cour, de recevoir les plaintes qui pourroient être portées devant eux, pour refus de Sacremens, ou autres actes tendans au Schisme; même d'en informer d'office aussi-tôt que lesdits refus seront venus à leur connoissance, & de vâquer à l'instruction & jugement desdits procès, avec l'exactitude & la diligence qu'exigent d'eux l'importance de la matière & le maintien de l'autorité du Roi sur tous ses Sujets, tant Ecclésiastiques que Laïcs: Ordonne que le présent Arrêt sera envoyé dans tous les Baillages & Sénéchaussées du ressort, pour y être lu & enregistré: enjoint au Procureur-Général de tenir la main à l'exécution du présent Arrêt.

Cet Arrêt, ayant été considéré par la Cour comme portant atteinte à l'autorité du Roi, fut cassé par un Arrêt du Conseil d'Etat de Sa Maj. rendu le même jour, & dont voici la teneur.

LE Roi étant informé qu'au préjudice de l'Arrêt par lui rendu, en son Conseil, le 23. Août dernier, par lequel Sa Majesté casse & annulle une procédure faite au Baillage de Tours, son Parlement avoit ordonné, par un Arrêt du premier de ce mois, que ladite procédure seroit continuée en la Cour, faute de poursuite au Baillage de Tours; Sa Majesté ne peut laisser subsister un attentat à son autorité, aussi formel & aussi répréhensible: A quoi voulant pourvoir; oïi le rapport, le Roi étant en son Conseil, a cassé & annullé, casse & annulle ledit Arrêt du premier de ce mois, comme attentatoire à son autorité: Fait défenses à son Parlement de rendre à l'avenir de pareils Arrêts. Et sera le présent Arrêt lu, publié & affiché par tout où besoin sera. Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant,